La Commune

La monarchie dans le collimateur

Etat espagnol

Les élections aux Cortés ont amplifié la débâcle du parti socialiste. Le gouvernement Zapatero paye ainsi dans les urnes sa soumission
aux diktats de l'Union Européenne. Mais ce n'est pas, loin s'en faut, à une victoire de la bourgeoisie et de sa principale
représentation politique dans l'Etat espagnol, le Parti Populaire, cette formation issue du franquisme, que nous assistons. Bien
au contraire, c'est une politique anti ouvrière et toute tournée contre la jeunesse qui a été sanctionnée par les travailleurs.

Le PP ne fait que répéter, à
quelques voix près le score qu'il
avait obtenu avec Aznar lors de
sa première victoire à la Pyrrhus, en
1996, alors que le PSOE, lui, perd quatre
millions et demi de voix, le laissant en
plein désarroi quant à son avenir. Le
reste des voix se répartisse entre l'abstention,
les nuls et les blancs ou s'éparpillent
entre de petites formations
nationalistes ou régionalistes. Izquierda
Unida ne parvient même pas à égaler
son score électoral de 1996, obtenu
grâce à la "pince", cette alliance aux
relents staliniens passée avec le
PP, afin de battre les socialistes,
ce que la classe ouvrière n'a pas
oublié, avec onze élus, au parlement
croupion espagnol, cette formation
hétéroclite dirigée par le
Parti Communiste espagnol reste
la force d'appoint nécessaire au
maintien de la Monarchie.
S'agissant des nationalistes catalans
ou basques, de CIU, PNV et
Amaiur, ils s'érigent tous en forces
d'appoint essentielles pour
conduire la politique d'unité nationale
dont la royauté a un pressant
besoin. Les masques sont tombés
et la réalité politique s'impose. La
presse espagnole souligne cet appui
avec la photographie du dirigeant
d'Amaiur serrant la main du monarque
et saluant "Sa Majesté" lors de l'acte
d'allégeance au Roi des députés.

Union nationale autour du monarque

Car c'est bien là le sens des déclarations
des dirigeants de toutes les formations
politiques et syndicales, en commençant
par le PP et le PSOE qui ont

formé au lendemain des élections un comité de passation du pouvoir bipartite, chargé de réaliser la convergence de leur politique à travers des mesures scélérates toutes dirigées contre les travailleurs, en application rigoureuses des directives de l'Union Européenne et du FMI. Il s'agit là de la mise en oeuvre de nouvelles agressions contre les travailleurs au nom de la réduction de la dette publique, dans la continuité de ce que le gouvernement Zapatero avait déjà commencé à faire avec la réformes des retraites, prolongeant l'âge de départ à 67 ans et les annuités requises pour une retraite à taux plein, ou la réforme de la Constitution de 1979 instaurant la "règle d'or" budgétaire qui limite le déficit du budget de l'Etat, prétexte pour d'autres plans de rigueurs contre la classe ouvrière.

Les objectifs de Rajoy

La prochaine charrette de mesures anti-ouvrières que le gouvernement de Mariano Rajoy s'apprête à lancer concerne la réforme du travail modifiant les conventions collectives dans le but d'éliminer les conventions sectorielles et territoriales et réduisant celles-ci aux seules conventions d'entreprise. Jusqu'ici les dirigeants de l'UGT et des CC.OO ont pu empêcher la mobilisation des travailleurs, mais jusqu'à quand ?

Car la crise économique met à l'ordre du jour la grève générale contre la liquidation des acquis sociaux qui se sont traduits dans toutes les autonomies par des baisses de salaires et des licenciements dans la fonction publique, comme en Catalogne où on ferme des hôpitaux et à Madrid, où des milliers d'enseignants sont menacés de licenciements. Encouragés par la trahison des dirigeants syndicaux les patrons menacent, exigeant une gestion privée des services publics, le licenciement des fonctionnaires ou l'instauration d'un salaire minimum pour les jeunes de 400 euros.

Vers une crise de régime

Pendant ce temps la corruption fait rage et après les affaires mettant en cause plusieurs élus du PP de la mairie de Valence, c'est la monarchie, elle même qui est dans le collimateur. La famille royale mise en examen pour une affaire de détournement de fonds et de fausses factures oblige la monarchie héritière du franquisme à monter sur le devant de la scène, plus affaiblie que jamais par la déroute de son principal soutien, le Parti Socialiste. Comme le souligne "El Païs" : "La défaite du PSOE inquiète le PP de Rajoy qui y voit le péril d'un mouvement de protestation généralisé de la population gonfler peu à peu". La classe

ouvrière, elle n'est pas disposée à accepter une baisse de son niveau de vie et elle ripostera par la lutte de classes, à un gouvernement et à un régime en plein désarroi, déconcertés par la crise de surproduction capitaliste et rongés par la corruption.

Domingo Blaya, 17 décembre 2011.

Modifié le mercredi 28 décembre 2011

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

« L’irruption d’un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L’Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »